

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODEVOIS ET LARZAC

-----  
**DÉCISION**  
-----

numéro
<b>CCDC_220124_009</b>

portant sur

---

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC À LA SALLE D'ANIMATION DU PÔLE CULTUREL CONFLUENCE DE LA VILLE DE LODÈVE DANS LE CADRE DE RÉSURGENCE DU LUNDI 17 AU VENDREDI 21 JANVIER 2022**

---

Le Président de la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles 5211-2, 5211-10 et l'article L.2122-22,

**VU** la délibération n°CC\_200711\_03 du Conseil communautaire du 11 juillet 2020 par laquelle le Conseil communautaire délègue au Président la prise de décision prévue aux articles du CGCT sus-visés,

**VU** la réglementation en vigueur pour faire face à l'épidémie de covid-19,

**VU** la décision du Maire de Lodève n°MLDC\_220114\_005 du 14 janvier 2022, relative à la Convention d'occupation temporaire du domaine public à la salle d'animation du Pôle culturel Confluence par la Communauté de communes Lodévois et Larzac du lundi 17 au vendredi 21 janvier 2022,

**CONSIDÉRANT** que la ville de Lodève est propriétaire du bâtiment nommé Pôle culturel Confluence, domicilié rue Joseph Galtier, sur la Commune de Lodève, comprenant la médiathèque, l'école de musique, une salle d'animation, un foyer/bar donnant sur un patio fermé,

**CONSIDÉRANT** que la salle d'animation du Pôle culturel est soumise au prêt d'occupation ponctuelle aux associations et structures culturelles du territoire Lodévois et Larzac,

**CONSIDÉRANT** que le service Spectacle Vivant de la Communauté de Communes Lodévois et Larzac demande à bénéficier de la salle d'animation du pôle culturel confluence du lundi 17 au vendredi 21 janvier 2022 dans le cadre de l'accueil en résidence de la Cie Yann Lheureux,

### **DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** De conclure une convention d'occupation temporaire du domaine public à la salle d'animation du Pôle culturel Confluence de la Ville de Lodève dans le cadre de Résurgence du lundi 17 au vendredi 21 janvier 2022

**ARTICLE 2 :** Les droits, obligations et conditions financières de chacune des parties sont définis dans la convention d'occupation temporaire du domaine public, annexée à la présente décision,

**ARTICLE 3 :** La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et transmise au service du contrôle de légalité.

Fait à Lodève, le vingt quatre janvier deux mille vingt deux,

Le Président,  
Jean-Luc REQUI



# CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DU DOMAINE PUBLIC

## Pôle culturel Confluence

### Salle d'animation

#### ENTRE :

LA VILLE DE LODEVE

Adresse : Place de l'hôtel de ville, 34700 LODEVE

N° de siret : 21340142500011

Représentée par la Maire, Gaëlle Lévêque, vu le procès verbal d'élections du Maire et des Adjointes du 3 juillet 2020.

ci-après dénommée « **la ville de Lodève** »

#### D'UNE PART

ET

Nom de la structure : Service Spectacle Vivant Communauté de Communes Lodévois et Larzac

Adresse : Place Francis Morand – 34 700 Lodève

N° siret : 200 017 341 00120

Téléphone : 04 11 95 01 71

Adresse email : agenevois@lodevoisetlarzac.fr

Représentée par M. Jean Luc REQUI, en qualité de président de la Communauté de Communes

ci-après dénommée « **l'occupant** »

#### D'AUTRE PART

Il est tout d'abord rappelé ce qui suit :

La ville de Lodève est propriétaire du bâtiment nommé Pôle culturel Confluence domicilié rue Joseph Galtier sur la commune de Lodève.

Sont soumis au prêt d'occupation ponctuelle les espaces suivants : la salle d'animation, le foyer et le patio.

C'est en connaissance de ce contexte que les parties ont convenu ce qui suit :

#### **Article 1 : Nature de l'autorisation**

L'autorisation d'occupation accordée par la ville de Lodève est placée sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public.

L'occupation présentement consentie est donc régie par les règles du droit administratif applicables au domaine public des collectivités publiques, à l'exclusion de toute autre législation relative aux baux portant sur les locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux.

#### **Article 2 : Objet de l'autorisation**

Par la présente convention, l'occupant est autorisé à occuper **la salle d'animation** située au sein du pôle culturel Confluence.

Est autorisé l'exercice d'activités culturelles à l'exclusion de toute autre activité, sauf accord express de la ville de Lodève

**Nom de l'événement : accueil de la cie Yann LHEUREUX en résidence - dans le cadre de Résurgence, saison et festival des arts vivants**

Événement payant ou gratuit : gratuit

#### **Article 3: Durée de la convention**

La présente convention, de caractère précaire et révocable, est consentie et acceptée pour la période suivante :

- **du Lundi 17 janvier au vendredi 21 janvier 2022**

#### **Article 4 : Entrée en vigueur**

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature et prendra fin à l'issue de la dernière période énoncée à l'article 3.

#### **Article 5 : Charges locatives**

La mise à disposition de la salle est consentie à titre gratuit.

#### **Article 6 : Obligations de l'occupant**

Compte-tenu de la situation de crise sanitaire liée au COVID 19, l'occupant s'engage à respecter et à faire respecter les gestes barrières et toutes autres recommandations sanitaires pour limiter la propagation de l'épidémie COVID 19 :

- respect de la présentation d'un pass sanitaire
- port du masque obligatoire dans la salle
- utilisation du gel hydroalcoolique à l'entrée de la salle
- nettoyage des surfaces et des équipements utilisés

L'occupant est seul et unique gestionnaire de la salle. Il s'engage à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité. Les lieux devront être affectés exclusivement à l'exploitation des activités définies à l'article 2 de la présente convention.

Un règlement intérieur est annexé à la convention et doit être daté, signé et respecté scrupuleusement.

##### **Respect des lieux et nettoyage**

L'occupant devra respecter les lieux qui lui ont été confiés. Il répondra de toutes les détériorations survenues de son fait ou de tiers.

Les salles mises à disposition doivent être rendues dans un état propre et nettoyé de tous déchets ou résidus. En cas de négligence ou de détérioration, il sera facturé au demandeur l'intervention du service de nettoyage ou de l'entreprise spécialisée mandatée par la commune

##### **Mesures de sécurité**

L'organisateur déclare avoir pris connaissance de consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application. Il déclare notamment avoir pris bonne note des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des voies d'évacuation.

L'occupant s'engage à alerter les autorités compétentes en cas de vol, vandalisme, incendie et autres incidents divers. Le responsable technique de la ville de Lodève pourra effectuer toute visite de contrôle de sécurité sur rendez-vous avec l'occupant.

##### **Responsabilité**

L'organisateur reconnaît avoir été informé que le présent contrat ne peut être cédé à un tiers et que la sous-location est interdite.

L'organisateur devra payer tout impôt ou taxe lui incombant (SACEM, SACD par exemple) et devra pouvoir le justifier.

L'organisateur devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne, la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, de sorte que la commune ne puisse faire l'objet d'aucune poursuite.

##### **Assurance**

L'occupant déclare avoir souscrit une police d'assurance de biens et de personnes pendant la période où le local et le matériel technique sont mis à sa disposition. Les dommages sont à déclarer par l'occupant à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

La ville de Lodève et la CCL&L sont dégagées de toute responsabilité en cas d'accident, de dommage quelconque, d'utilisation frauduleuse ou illicite du matériel emprunté, survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

#### **Article 7 : Compétence juridictionnelle.**

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension du présent contrat seront de la compétence du Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Fait à Lodève  
le

Pour l'occupant,

Fait à Lodève  
le 14/01/2022

Pour la ville de Lodève